



La PHILAN

vient au secours de la santé

La Fondation de soutien à l'OMS a été créée cette année afin que les dons privés modestes puissent financer ses actions (ici des cliniques mobiles dans le nord de l'Irak).



THROPIE

ALORS QUE LE MONDE AFFRONTÉ L'UNE DES CRISES SANITAIRES
LES PLUS GRAVES DE SON HISTOIRE CONTEMPORAINE,
LES ACTEURS PUBLICS BÉNÉFICIENT DE L'APPORT
DES FONDS PHILANTHROPIQUES, EN MATIÈRE DE RECHERCHE
COMME D'ACTIIONS DE SANTÉ PUBLIQUE.

PAR MATTHIEU HOFFSTETTER

DES FONDATIONS FACE À L'URGENCE SANITAIRE

DU CHAMP DE BATAILLE de Solferino à la lutte contre la pandémie de Covid-19, deux points de convergence relient ces événements situés à 161 ans d'écart. Le premier est la ville de Genève, lieu de naissance et siège du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) comme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS); le second est l'action philanthropique.

Plus d'un siècle et demi après la Fondation de la Croix-Rouge, c'est à nouveau la philanthropie qui a permis de faire face à un défi de santé majeur et urgent. Alors que la pandémie de Covid-19 se répandait à travers le

monde, les Etats-Unis de Donald Trump ont dénoncé la mainmise chinoise sur l'OMS et annoncé leur retrait. Or, ils contribuent à hauteur de 17% (soit 893 millions) du budget biennal de 5,4 milliards de francs de l'OMS (chiffre 2018-2019), ce qui fait d'eux le plus grand donateur de l'agence de santé des Nations Unies. Et c'est une fondation, celle de Bill et Melinda Gates, qui a annoncé vouloir compenser le manque à gagner.

Une annonce qui s'ajoute à celle faite dès le mois d'avril par le fondateur de Microsoft qui voulait alors investir, via sa fondation, près de 40 milliards de dollars pour soutenir la lutte contre la pandémie de coronavirus. Au-delà des polémiques issues de la

sphère complotiste sur son rôle fantasmé dans la création du virus, son intervention est symptomatique d'une vaste mobilisation du secteur privé et de la philanthropie face à la menace sanitaire actuelle.

Le multimilliardaire américain n'est pas le seul philanthrope à avoir volé au secours de l'OMS cette année. En Suisse, un ambitieux projet était en gestation depuis plusieurs années. «Les défis sanitaires globaux se sont accrus et les besoins sanitaires ont augmenté encore davantage ces dernières années. Avec la globalisation et la pandémie, la propagation rapide et massive engendre des besoins de réaction rapide: le besoin d'une réponse concertée est d'autant plus fondamental. Mais les pays membres n'ont jamais trouvé de consensus pour augmenter les ressources en parallèle», constate Thomas Zeltner, ancien directeur de la santé publique à Berne et ancien chef de la délégation suisse à l'OMS. L'organisation internationale reste plafonnée à un budget comparable à celui des Hôpitaux universitaires de Genève. Délicat dans ces conditions de mener des actions d'envergure en cas d'urgence planétaire. D'où le besoin de recourir à des financements nouveaux.

Or, la structure de l'OMS ne permettait pas de bénéficier de soutiens de fondations ou de donateurs plus modestes que les mastodontes des Fondations Gates ou Rockefeller. «Nous pensions créer la fondation fin 2020, vers novembre ou décembre. Tout était prêt pour cet échéancier, avec les fonds nécessaires. Au vu de la pandémie, il nous a été demandé de créer la fondation dès le mois de mai. En parallèle avec un fonds intérimaire ouvert pour les soutiens et la pandémie qui a récolté 250 millions de francs», ajoute Thomas Zeltner, qui a pris la direction de la nouvelle Fondation de soutien à l'OMS. Une fondation pour laquelle l'organisation internationale s'est appuyée sur deux partenaires, la Fondation des Nations Unies, fondée par Ted Turner, et Swiss Philanthropy Foundation (SPF). «Ils avaient un partenaire américain, mais ils cherchaient un partenaire européen. L'idée d'avoir une fondation au cœur de la Suisse faisait du sens. Swiss Philanthropy Foundation permettait un partenariat



C'est la bataille de Solferino, en 1859, qui a conduit à la naissance du CICR à Genève.



Grâce aux dons, les soignants de l'association **2nd Chance** offrent l'accès à la chirurgie reconstructive aux populations des régions fragiles.

avec 20 fondations dans autant de pays. Ce qu'on a amené, c'est l'agilité d'une structure avec un réseau et une communauté», précise Etienne Eichenberger, président du conseil de SPF. Ce dernier, en amont de cette Fondation de soutien à l'OMS, avait déjà piloté ce printemps et cet été un fonds spécial Covid-19 qui a mobilisé 651 000 donateurs pour 237 millions de francs. Avec la Fondation de soutien à l'OMS, ce type d'engagement philanthropique peut désormais être pérennisé.

Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, ne s'y trompe pas en estimant que «la création de la Fondation OMS, comme part de la transformation de l'OMS, est une étape importante en direction de cet objectif, afin d'atteindre notre mission de promouvoir la santé, de maintenir le monde sûr et de servir les populations les plus fragiles».

Statuts et capacités de réaction

Promouvoir la santé, des précurseurs comme Henry Dunant jusqu'aux philanthropes de 2020, c'est une des priorités majeures des fondations depuis un siècle et demi. Avec deux volets majeurs: l'accès à la santé publique et la recherche médicale. Si la pandémie renforce ce besoin, la tendance est très ancienne. Sur les 13 293 fondations répertoriées en Suisse en 2019, selon l'enquête annuelle de SwissFoundations, 21% étaient actives principalement dans le domaine de la recherche (notamment médicale) et 10% dans le domaine de la santé publique. Soit près d'un tiers du total des fondations. Et cela ne prend en compte que le domaine principal.

Mais si l'on se penche sur l'ensemble des domaines d'activité, sur les 6791 fondations répertoriées en Suisse romande (Berne inclus), 1439 sont actives dans la recherche

et la formation, 704 dans la santé publique, et plusieurs dizaines incluent des éléments de santé dans des activités internationales (396) et sociales (1382). «Beaucoup de gens se demandent ces derniers mois, alors que beaucoup d'organisations ont dû improviser, combien une approche avec financement avec des fonds dédiés permet une réaction efficace. Ce que j'ai observé ces derniers mois, c'est que le partenaire doit soutenir, avec des fonds non dédiés et avec une marge de manœuvre pour réagir, les causes qui peuvent émerger soudainement, comme c'est le cas avec l'urgence sanitaire de cette année», observe Etienne Eichenberger.

En effet, le fonctionnement classique de la plupart des fondations philanthropiques prévoit des buts précis sur des projets élaborés avec des partenaires désignés. Ce qui sous-entend une rigidité sur la dé-

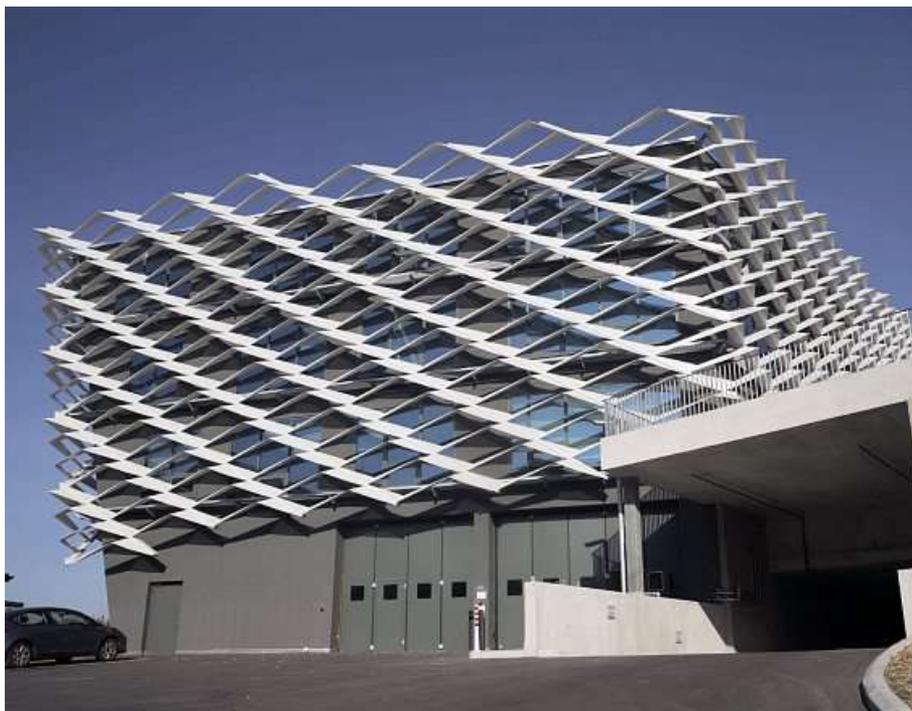
Sur les 13293 fondations répertoriées en Suisse en 2019, 21% étaient actives principalement dans le domaine de la recherche, notamment médicale

volution des fonds. Or, dans le domaine de l'urgence, humanitaire, sociale et a fortiori sanitaire, les organisations de terrain ont parfois besoin de moyens pour réagir très vite. Certaines fondations et organisations ont réussi à s'extraire du carcan des règles pour faire face aux enjeux d'urgence. «Nous observons que de nouveaux défis se posent pour les fondations dans ce contexte exceptionnel du Covid. Un donateur doit rester stratégique pour avoir un impact, mais ce qui a été rappelé avec le contexte actuel, c'est l'importance de l'agilité dans l'attribution des dons pour s'adapter à cette nouvelle réalité. En effet, beaucoup d'associations ont dû, par nécessité, se reconvertir temporairement en acteur de la santé publique pour répondre aux besoins urgents de leurs bénéficiaires», poursuit Etienne Eichenberger. Et de citer le cas d'une association au Liban, active à Beyrouth et dans les camps de réfugiés dans le domaine de la formation, qui s'est reconvertie dans la santé publique ces derniers mois, tout en avertissant du caractère provisoire, le temps de répondre aux urgences liées à la pandémie.

Un phénomène également observé par Henry Peter, directeur du centre de recherche en philanthropie de l'Université de Genève: «L'action philanthropique entraîne des interventions plus rapides, agiles et parfois efficaces que ce que peut faire l'Etat dans des moments de crise. Il suscite par ailleurs des motivations et des élans de générosité qui permettent de disposer, sous différentes formes, non seulement financières, d'apports supplémentaires et souvent essentiels. L'addition des comportements individuels, même modestes, peut produire de grands résultats. On a ainsi vu des personnes qui se sont mises à disposition de celles et ceux qui ne pouvaient se déplacer; mais aussi la Chaîne du Bonheur qui a levé très rapidement plus de 40 millions de francs, ou encore des campagnes de crowdfunding très efficaces, qui montrent que l'action philanthropique n'est pas réservée aux personnes et organisations ayant de grands moyens. Et on a vu aussi des fondations dont les stratégies s'inscrivent en général dans la durée mais



La task force Covid-19 des HUG a été financée par plusieurs fondations.



A Lausanne, le pôle Agora (recherche contre le cancer) est soutenu par la Fondation ISREC.

PHOTOS: PATRICK MARTIN, PIERRE ALBOUY

qui sont intervenues cette fois ponctuellement pour faire face à des besoins urgents, telles la Fondation Sesam, ou d'autres comme les Fondations Pictet, Lombard Odier, et Rothschild. Elles ont soutenu, par exemple, des initiatives auprès des HUG pour des tablettes tactiles, des repas servis pour le personnel soignant, ou encore créé la task force Covid-19 des HUG.»

Des interventions réalisées face à l'urgence sanitaire, souvent en coordination ou en complémentarité avec les autorités publiques locales ou nationales. Ce qui constitue une tendance majeure depuis quelques années. Le temps des philanthropes créant ex nihilo une structure et une stratégie destinées à lutter contre une pathologie semble révolu. Certes, les motivations individuelles n'ont évidemment pas disparu. «Quand il y a des cas de maladie dans une famille fortunée, comme le cancer, le cas le plus emblématique, cela peut créer des liens avec une maladie et encourager les dons dans ce domaine», rappelle comme une évidence Dora Godinho, responsable des partenariats pour la Faculté de médecine de l'Université de Genève. Une expérience personnelle qui peut également être moins cruelle. Ainsi, l'expérience Refugee Camp, organisée plusieurs années de suite à Davos dans le cadre du World Economic Forum, a vu de nombreux philanthropes issus du monde économique s'engager sur la question de la santé mentale, notamment en direction des populations de réfugiés.

Cependant, la question des partenariats public-privé a pris de l'ampleur. L'un des exemples les plus emblématiques se situe à Lausanne avec le projet Agora, porté par la Fondation ISREC (Institut suisse de recherche expérimentale sur le cancer). Cette dernière, fondée en 1964 par Rodolphe Stadler et Henri Isliker, menait divers programmes de recherche translationnelle, «car le professeur Isliker pensait

que la recherche fondamentale devait arriver au malade, et concerner l'ensemble de la chaîne, de l'éprouvette au lit du patient», rappelle Catherine Labouchère, présidente de la fondation. Or, ces passerelles entre recherche et médecine du patient sont rendues plus compliquées à la fin du XX^e siècle par l'absence de lieu dédié à ces échanges et à ces partages. C'est de ce constat que naît le projet Agora. «On avait besoin d'un lieu de recherche où les institutions et les spécialistes (biologistes médecins, informaticiens) puissent échanger, afin d'offrir un bâtiment de recherche proche d'un hôpital universitaire», précise Catherine Labouchère. La fondation met donc sur la table une enveloppe exceptionnelle de 80 millions de francs (dont 50 millions de fonds propres et 30 millions par l'emprunt), tandis que le canton de Vaud accorde le droit de superficie (DDP) pour septante-cinq ans, et que d'autres institutions apportent le matériel spécialisé. Le tout afin qu'une structure apte à faciliter le dialogue et le partage de connaissances puisse sortir de terre et fonctionner, sur le site même du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV).

Centres de compétences et interdisciplinarité

Au-delà de cette implantation, et conformément à l'ambition de longue date de la fondation, ce sont l'ensemble des partenaires de recherche (Universités de Genève et Lausanne, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne) et de médecine universitaire (CHUV et HUG) qui mettent à profit cet équipement pour amplifier les efforts de toutes les entités. «Avant, on travaillait beaucoup en silos, et désormais on voit comment on peut travailler tous ensemble et ces interfaces sont prometteuses. Dans les laboratoires, il y a énormément d'échanges sur ce qui se passe dans le monde. Les gens viennent, passent quelques semaines,

quelques mois ou même quelques années... Ces interconnexions sont indispensables», constate Catherine Labouchère.

Cette amplification des efforts combinés de la recherche et de la médecine au contact des patients, par l'entremise des fondations et des apports philanthropiques, est devenue un facteur clé. C'est ce qui a poussé la Faculté de médecine de l'Université de Genève à créer le poste qu'occupe aujourd'hui Dora Godinho. «Le secteur privé a toujours été présent, mais aujourd'hui on essaie de le valoriser. On essaie de capitaliser sur ces investissements qui sont sans retour. Il y a une grande tendance pour les partenariats public-privé. Il faut voir ce qu'on met dans le privé, entre les entreprises (donc des contrats stricts, avec recours aux services juridiques pour contractualiser les apports de chaque partie) et les fondations ou particuliers», distingue-t-elle. Quand les financements publics soutiennent les parties structurelles des institutions de recherche fondamentale, le financement privé vient en complément pour donner de l'ampleur à des projets spécifiques. Pour une faculté de médecine, ces fonds philanthropiques permettent de financer du matériel ou des ressources complémentaires telles que le salaire d'un professeur, d'un PhD ou d'un technicien de laboratoire...

C'est dans cette optique que la Fondation Louis-Jeantet soutient la Faculté de médecine de l'Université de Genève depuis plusieurs années. «Notre soutien va permettre à la faculté de recruter deux chercheurs. Une fondation peut soutenir l'implantation d'un laboratoire, et c'est un game changer. L'autre option, c'est de dire que ce sont les institutions qui choisissent, et les fondations vont soutenir les projets particuliers. Pour évaluer des projets, il faut un comité scientifique très pointu et une infrastructure de grande ampleur. Nous le faisons pour le prix, mais plus globalement nous ne sommes pas équipés

«Le secteur privé a toujours été présent, mais aujourd'hui on essaie de le valoriser, de capitaliser sur ces investissements qui sont sans retour» Dora Godinho, Faculté de médecine UniGE

SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ: JE T'AIME, MOI NON PLUS

Si les relations ne sont pas toujours simples entre l'Etat et les fondations philanthropiques, les deux secteurs travaillent souvent en bonne entente.

Par Matthieu Hoffstetter

Lors d'un débat tenu cet été au Bundestag, le député allemand Ottmar von Holtz (Alliance 90/Les Verts) a questionné l'intervention de la fondation de Bill et Melinda Gates pour soutenir l'Organisation mondiale de la santé après le retrait américain annoncé par Donald Trump: «Que se passera-t-il après Bill Gates? Si le nouveau conseil de fondation définit de nouvelles priorités, qui leur dictera ce qu'il faut faire et ne pas faire? Personne. Et c'est bien là le cœur du problème.» Un débat sur le poids des philanthropes et donc d'acteurs privés dans la définition des priorités qui n'est pas neuf. Et qui concerne également la culture, l'environnement ou d'autres domaines. Mais la santé est vue, en Europe du moins, comme un service public où les autorités ont un rôle déterminant à jouer. D'où une acuité accrue sur cette question. Un questionnement légitime au vu des moyens de plus en plus



Melinda et Bill Gates: leur fondation va devenir le plus grand donateur de l'OMS, après le retrait annoncé des Etats-Unis.

importants de certaines grandes fondations, qui leur permettent d'avoir un impact plus grand. Mais pour Gisou van der Goot, vice-présidente de l'EPFL et membre du conseil de la Fondation Louis-Jeantet, il convient de distinguer deux phénomènes: «Les grandes fondations ont des moyens. Elles poussent la recherche dans une direction donnée, mais nul ne dit si cette direction va donner quelque chose. Les petites fondations laissent les chercheurs avancer dans la direction qui semble judicieuse à ces derniers. Petites et grosses fondations n'ont pas le même rôle à jouer. Les grosses fondations prennent des problèmes de société et mettent de l'argent, quand les petites fondations jouent sur des coups de cœur liés à une expérience personnelle. C'est très complémentaire.»

Besoin d'impact

Pour Etienne Eichenberger, il faut aussi différencier les fondations géantes américaines de la philanthropie européenne: «C'est toujours difficile d'évoquer la Fondation Gates, car les dimensions sont différentes. Pour le spectre européen, il faut distinguer public et fondations, qui travaillent souvent de concert, avec des moyens et des calendriers différents.» A propos de calendriers, face aux urgences, un phénomène atypique a surgi: «J'ai observé une fondation danoise active dans l'environnement qui a décidé de consommer le capital. Les gens ont compris que le temps est fini, que l'éternité est un joli concept, mais qu'il faut agir aujourd'hui: on voit donc une accélération de la consommation du capital pour avoir un impact», observe le cofondateur de WISE.

Un besoin d'impact en période de gros temps que constatent également Henry Peter et Laetitia Gill, du Centre en philanthropie de l'Université de Genève. «On présente parfois la philanthropie comme concurrente de l'action de l'Etat alors qu'elles sont complémentaires. Dans certains cas, le secteur philanthropique peut mener des actions de façon plus efficace, plus rapide et plus agile que les politiques publiques, notamment en période de crise. Les initiatives du secteur privé réussissent ainsi à combler des lacunes que l'Etat ne pouvait résoudre seul», note Henry Peter.

Une coopération constructive

Cette complémentarité est largement intégrée par l'ensemble des acteurs, publics et privés. Et cette coopération constructive «garantit le contrat social entre l'Etat, les secteurs privé et non lucratif», analyse Laetitia Gill. Pour elle, «on constate aujourd'hui une attente forte de la société vis-à-vis de la philanthropie pour contribuer au bien public. Cela peut créer des tensions, souvent des attentes. Pour y répondre, le dialogue est nécessaire. Parmi les objectifs du développement durable de l'ONU, le N° 17 lié aux partenariats repose sur l'idée qu'on ne peut rien faire seul et encourage un travail collectif entre le privé et l'Etat. Un dialogue constant entre public et privé est essentiel. Et les acteurs doivent veiller à l'inscrire dans leur stratégie et leurs actions.» ■

pour évaluer des projets. Nous soutenons les besoins de la faculté de médecine en approuvant un ou plusieurs candidats quand nous recevons des demandes en ce sens», explique Gisou van der Goot, secrétaire générale du comité scientifique et membre du conseil de la Fondation Louis-Jeantet. Celle qui est également doyenne sciences de la vie à l'EPFL est en capacité d'analyser les deux versants du mouvement philanthropique dans le domaine de la santé. Pour elle, il y a deux niveaux: «Les petites fondations interviennent au niveau des laboratoires, c'est géré au niveau de la faculté, avec un responsable des levées de fonds qui va faire correspondre les besoins et les moyens. Cela demande une connaissance des fondations, et surtout des petites fondations. D'un autre côté, les grosses fondations relèvent des autorités centrales des universités et écoles polytechniques fédérales, c'est davantage politique. Plus la fondation est politique, moins ce sera traité par les laboratoires, et plus ce sera traité par les dirigeants des universités.»

Au-delà de ces apports ponctuels ou ciblés, les institutions de recherche ont privilégié depuis quelques années une stratégie de valorisation sur le long terme, avec une mise en exergue des expertises transversales. C'est ainsi que la Faculté de médecine de l'UNIGE a misé sur la création de centres de compétences et de recherche translationnelle, afin d'améliorer la prise en charge des malades. «Nous avons l'autorité pour désigner les priorités de la recherche médicale (neurosciences, médecine génétique et personnalisée, médecine humanitaire et internationale...), dont certaines font l'objet d'un centre. Cela permet de mettre sous la même ombrelle des chercheurs, d'offrir un environnement idéal pour faire progresser les connaissances biomédicales, mais aussi d'être plus attractifs sur des financements conséquents de la part de grandes fondations. Ces centres permettent de passer une



Lauréats des Prix Louis-Jeantet 2020: Erin Schuman (Max Planck Institute for Brain Research), Graziella Pellegrini et Michele de Luca (tous deux du Centre «Stefano Ferrari»)

taille critique», argumente Dora Godinho. Et d'expliquer que, sur ce modèle avec un apport de fonds philanthropiques, l'Université de Genève a deux centres en gestation (sur le cerveau et sur l'inflammation).

Naissance de projets

Cette démarche de centres que développent les universités notamment avec l'apport de fonds philanthropiques est également parfois initiée par des fondations elles-mêmes. C'est ainsi que la Fondation Leenaards a créé Santé intégrative, une initiative de long terme visant à créer des ponts entre différents mondes de la santé. Si l'organisation est active dans plusieurs domaines, elle consacre trois millions annuellement à la santé et aux sciences biomédicales. Et en 2016-2017 naît une réflexion sur les pas-

serelles entre médecine conventionnelle et thérapies complémentaires. «En 2015-2016, universités et CHU se sont lancés dans le big data et l'analyse du génome, afin de créer un grand centre biotech à Genève. A la même époque, la Fondation Leenaards s'est dit qu'il manquait le volet sociétal pour accompagner ce développement. On a alors créé le programme «Santé personnalisée et société», en complémentarité avec les sciences dures», retrace Philippe Moreillon, président de la commission scientifique et membre du conseil de fondation. Et ce pas est vite vu comme prometteur au sein de la Fondation Leenaards. «Nous nous sommes posé ensuite une autre question: dans ce système de santé qui explose (prix, prestations...), vers qui se tourne-t-on en tant que patient? De plus en plus souvent également

«Les petites fondations interviennent au niveau des laboratoires (...), quand les grosses fondations relèvent des autorités centrales»

Gisou van der Goot, vice-présidente de l'EPFL

vers les médecines complémentaires, mais il y a actuellement une polarisation et un manque de dialogue entre les acteurs de cette médecine et ceux de la médecine hautement spécialisée. Alors que ces deux types de prise en charge ont leur place dans le cheminement du patient», poursuit Philippe Moreillon.

En septembre dernier, une trentaine de personnes se retrouvent à Villars-sur-Ollon (VD) pour lancer ce projet, discuter des enjeux, évaluer la portée de ces passerelles entre traditions médicales. «Notre système de santé actuel est trop axé sur la maladie, sans prendre en compte l'individu dans sa globalité. Prenons l'exemple des maladies chroniques, qui représentent une partie importante de la patientèle en particulier chez les personnes âgées: la médecine conventionnelle tend à favoriser les médicaments antihypertenseurs, sûrement efficaces, mais que le patient devra prendre à très long terme. Alors que, peut-être, des techniques de relaxation ou un changement de mode de vie pourraient arranger le problème? On le subodore, mais on ne l'a pas clairement démontré avec des méthodes quantitatives. C'est ce que vise ce programme de santé intégrative. On va travailler avec le CHUV et les praticiens de terrain, des ostéopathes aux centres de soins complémentaires agréés par les assurances et dont les pratiques sont validées par des diplômes fédéraux. Ce qui est très intéressant, c'est que nous allons devoir trouver de nouvelles méthodologies d'analyse, d'évaluation en s'inspirant de ce que l'on trouve dans les sciences sociales», détaille Philippe Moreillon. Qui ajoute que «la science dure reste cependant toujours financée à même hauteur que par le passé par la fondation, ces initiatives sur la santé intégrative bénéficiant de fonds complémentaires».

La santé mentale monte en régime

Une recherche sur des causes plus globales, sur des pathologies moins visibles qui occupe également d'autres fondations actives dans un domaine à part de la santé: la santé mentale. Longtemps négligée car moins visible dans l'espace public, et pour laquelle la recherche a débuté plus tard. Cependant,



Philippe Moreillon préside la commission scientifique de la Fondation Leenaards.

depuis quelques années, un effort notable a été mené sur ce front, comme le prouve la Fondation FondaMental, sous la houlette de David de Rothschild (lire son interview page 38). Le 9 octobre dernier, Lombard Odier publiait également un dossier sur la santé mentale, destiné aux donateurs, en association avec la Fondation de l'OMS. «Au-delà des coûts économiques et sociaux des maladies mentales, un nombre impressionnant de personnes souffrant de ces affections ne reçoivent pas de traitement adéquat. Avec l'augmentation des taux de troubles émotionnels et de suicide chez les jeunes, nous devons revoir nos ambitions à la hausse. Les personnes fortunées peuvent le faire grâce à des dons philanthropiques traditionnels ainsi que par le biais de mécanismes innovants de financement et d'impact investing», précise le Dr Maximilian Martin, responsable de la philanthropie chez Lombard Odier.

Une mobilisation philanthropique dans ce domaine sur laquelle s'appuie Enterprise for Society (E4S), nouvelle coentreprise de l'EPFL, IMD et UNIL dont l'un des axes de travail est centré sur la santé mentale. «On a souvent tendance à se focaliser sur le burn-out, mais la santé mentale, c'est beaucoup plus que l'épuisement au travail. La pandémie de Covid montre que c'est quelque chose qui démarre bien plus tôt, dès l'adolescence. Cela reste souvent un tabou: on a du mal à accepter ces maux. Quatre adolescents sur cinq sont victimes de troubles d'anxiété, mais on n'en parle pas. Nous vi-

vons déjà dans un monde à très haute vitesse, où la digitalisation nous rend prétendument plus intelligents et plus efficaces. Mais notre vie progressivement virtuelle et digitale peut causer également un isolement aigu, observe Dominik Breiting, responsable de l'innovation et des partenariats pour E4S. La recherche médicale indique que notre connexion avec nous-mêmes, les autres humains et avec la nature améliore notre sentiment de santé et de bonheur. A l'inverse, lorsque nous perdons le sens de la connexion, l'anxiété, la dépression et l'épuisement professionnel sont trop fréquents.»

Le chercheur reconnaît que «ce qui n'est pas visible (comme pathologie) n'est pas au sommet des agendas», ce qui fait que la santé mentale est encore au début de la vague dans les tendances de la philanthropie. Il estime cependant que les philanthropes peuvent aider les entreprises à changer le focus du court au long terme: «Les corporate leaders souffrent aussi de burn-out, car l'attention reste souvent le profit du prochain trimestre, sans réflexion sur les coûts humains. Avec le Covid, ça pourrait changer: tous les collaborateurs sont exposés à l'anxiété et à l'incertitude et on comprend qu'on ne peut pas continuer comme ça.» D'ailleurs, le changement générationnel permet une meilleure prise en compte constructive des enjeux: «Les familles et nouvelles générations de la philanthropie comprennent de mieux en mieux ces mécanismes de santé mentale, tandis que leurs aînés voyaient cela comme une faiblesse et pas comme un défi à traiter», décrypte Dominik Breiting. Une bonne santé mentale est essentielle pour le pouvoir créatif et innovatif d'une société, conclut-il.

Et si la pandémie actuelle servait de déclencheur pour une nouvelle vague d'engagements philanthropiques en matière de santé globale, aussi bien physiologique que mentale, traitée par la médecine conventionnelle seule ou épaulée par des thérapies alternatives, en misant sur la recherche comme sur la santé publique? Avec un cluster des organisations actives dans la santé à nul autre pareil sur la planète, la Suisse romande et Genève en particulier pourraient tirer profit de ce phénomène. ■